

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 16

24^e année • mercredi 21 avril 2021

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



UNIA

Défendus par Unia, des employés de la Confiserie Werth dénoncent des heures de travail non payées et une fraude au chômage partiel. Le syndicat a organisé une action de soutien à Delémont et continuera à se battre afin d'obtenir justice pour le personnel concerné. **PAGE 5**

POINT DE MIRE

Modeste bouffée d'oxygène

Sonya Mermoud

A trois semaines de la votation relative à la Loi sur le CO₂ révisée, partisans et référendaires retiennent leur souffle. Si le projet bénéficie du soutien d'importants acteurs politiques et économiques, ses adversaires regroupent d'autres poids lourds. L'UDC, la branche pétrolière et automobile, l'Union suisse des arts et métiers, des secteurs de l'aviation ou encore le Centre patronal le combattent. Avec des arguments qui pourraient bien faire mouche auprès d'une frange de la population appauvrie par les effets de la pandémie. Concrètement, les opposants fustigent un texte qui aura des conséquences sur le porte-monnaie des Suisses. La nouvelle mouture prévoit une augmentation de la taxe CO₂ prélevée sur les combustibles fossiles. Si elle ne concerne pas les carburants, de nouvelles mesures de protection du climat seront imposées aux importateurs. Un

coût qui pourra entraîner une majoration du prix de l'essence et du diesel jusqu'à 12 centimes de plus par litre. De quoi conduire le parti agrarien à prendre les raccourcis qu'il affectionne, demandant si la voiture sera désormais réservée seulement aux riches. Une question s'adressant directement aux votants des campagnes davantage tributaires de la voiture. Les personnes qui prendront l'avion devront, elles aussi, passer à la caisse. Et payer 30 à 120 francs de plus par vol en fonction de la durée et de la classe choisie. Les coûts supplémentaires seront toutefois compensés par une redistribution partielle des nouvelles taxes à la population et à l'économie, et alimenteront un fonds pour le climat. Alors que des mesures incitatives – propres à stimuler les investissements dans l'efficacité calorifique et les énergies durables – renforceront le dispositif visant à réduire, d'ici à 2030, les émissions de gaz à effet de serre de moitié par rapport à 1990. La guerre des chiffres fait déjà rage, les partisans de la nouvelle loi parlant d'une hausse annuelle de 100 francs pour une famille de quatre personnes, les autres de quelque 1500 francs... Des éléments propices à l'émergence de Gilets jaunes à la suisse susceptibles de manifester leur mécontentement non pas aux ronds-points mais en renvoyant le projet à l'expéditeur...

Le texte en votation a aussi été combattu par une frange de la Grève du climat, motivée, dans ce cas, par la faiblesse des dispositions envisagées face à l'urgence environnementale. Des

mesures jugées de surcroît antisociales. Une position bien compréhensible. La Loi sur le CO₂ révisée ne va clairement ni assez vite, ni assez loin. Elle exige des consommateurs des efforts financiers alors que des entreprises à la responsabilité largement plus engagée en matière de pollution ne se trouvent guère entravées dans leur fonctionnement. La mouture soumise aux urnes ne prévoit quasi aucune restriction pour le secteur financier pourtant responsable de produire vingt fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que l'ensemble du territoire national. Et libre de poursuivre ses investissements dans des projets écocides. Reste que refuser ce projet, aussi minimaliste soit-il, et qui a pris quatre ans à être ficelé, reportera encore l'urgence d'agir. La Suisse mesure déjà clairement la portée du changement climatique entre fonte des glaciers, épisodes répétés de sécheresses et d'inondations, glissements de terrains, perte de la diversité de la faune et de la flore, etc. Figurant à la quatrième place des Etats les plus néfastes en termes de CO₂ pour la planète, la Confédération, signataire des accords de Paris, a le devoir d'agir. Dommage que les élus se contentent d'une bouffée d'oxygène plus que modeste. Mais connaissant la politique des petits pas qui caractérise notre pays, un «tiens!» vaut toujours mieux que deux «tu t'auras». Même à contre-cœur... ■

PROFIL



Sylvia Ekström, à la recherche des origines. **PAGE 2**

SYNDICATS

Erosion du nombre d'affiliés. **PAGE 3**

21 MAI

Manifeste pour une convergence des luttes. **PAGE 7**

GENÈVE

Initiative pour la création de 1000 emplois. **PAGE 9**

À LA RECHERCHE DES ORIGINES

De l'intra-utérin au cosmos, du latin-grec à la physique des étoiles massives, Sylvia Ekström est en révolution perpétuelle

Aline Andrey

C'est dans son village au pied du Jura vaudois que Sylvia Ekström reçoit chez elle, chaleureusement et avec bonhomie: «Café, eau, whiskey?» Son mari, Javier G. Nombela, rit. Dans le hall, une photographie saute aux yeux: une infime portion du cosmos représentant 7000 années-lumière captée par le télescope spatial *Hubble*. Juste à côté, sur la porte d'entrée, une carte de l'ouest de la Suisse. Deux images qui disent beaucoup sur l'astrophysicienne et sur son graphiste de mari. S'ils ont la tête dans les étoiles, leurs pieds sont bien ancrés sur la Terre. Tous deux sont reliés par un émerveillement sans cesse renouvelé, de l'infiniment grand à l'infiniment petit, des galaxies au brin d'herbe. Leur ode à l'humilité face à ce cosmos infini et à la magie de la vie se retrouve dans leur livre paru récemment: *Nous ne vivons pas sur Mars, ni ailleurs*. L'ouvrage décrit les obstacles démesurés pour qu'un humain puisse fouler le sol de la planète rouge, preuve que chaque être fait partie intégrante de son biotope, la Terre.

SAGE-FEMME

Le parcours de vie de Sylvia Ekström est tout en contrastes. Avec pour fil rouge, sa recherche des origines. A 10 ans seulement, elle demande un dictionnaire d'étymologie. Au gymnase, elle étudie le grec et le latin, et déteste alors la physique. Puis, embrasse le métier de sage-femme. «Je ne voulais plus des bancs d'école et souhaitais me confronter à la vie. Ce métier est extraordinaire, mais au fil des ans, dans le milieu hospitalier, je ne supportais plus ce *management* qui consiste à extraire des bébés le plus rapidement possible. Dans les salles d'accouchement, les médecins entrent et sortent sauvagement, sans égards pour la mère. Or, on sait qu'une gazelle face à des lions ne va pas accoucher. Au lieu de faire confiance à la nature, on la violente. Ça me rendait malade.» «Je devais la ramasser à la petite cuillère quand elle rentrait du travail», se souvient son époux. Devenue partisane de l'accouchement à la maison, elle aurait pu conti-

nuer son métier à domicile si la comète Hale-Bopp n'avait pas croisé son chemin. Une révélation. Soutenue par son compagnon, Sylvia Ekström, à l'âge de 33 ans, se lance tête baissée dans des études d'astrophysique qui – mais elle ne le sait pas encore – dureront neuf années.

ASTROPHYSICIENNE

«C'est à l'université que j'ai enfin compris le sens de la physique. Ce n'était plus juste un exercice mental», explique la littéraire tout en soulignant l'élégance des mathématiques et leur grande qualité de structurer le cerveau, tout comme le latin ou la musique. Née dans une famille de musiciens, elle chante et joue de la guitare dès l'enfance. Il y a trois ans, elle se lance dans le violoncelle, avec ferveur, à raison d'une heure de répétition par jour. Et se réjouit de pouvoir rechanter sur scène avec l'ensemble vocal féminin Volubilis dont elle fait partie depuis 20 ans.

Le téléphone sonne. Au bout du fil, une société d'astrologie veut vendre ses conseils. Sylvia Ekström rit: «Ce n'est pas la première fois qu'elle nous appelle. Personnellement, je n'y crois pas. Les astres ont bougé depuis les Sumériens qui ont inventé cet art. C'est une symbolique, comme il en existe d'autres, qui nous permet de trouver en nous une réponse.» Après s'être construit sa propre mystique, elle se dit aujourd'hui athée.

Tenace et passionnée, Sylvia Ekström est d'une curiosité insatiable. «En astrophysique, tout nous échappe tout le temps. Cela rend humble face à cette très longue évolution dont nous sommes issus, et devant les autres êtres vivants.» Pour exemple, son époux déplie une frise chronologique de 14 mètres de long. Chaque page A4 représente 100 millions d'années depuis la naissance de la Terre jusqu'à nous. Et précise: «Et voilà Lucy, notre ancêtre bipède, au début du dernier millimètre!» Si elle a des étoiles dans les yeux, Sylvia Ekström a pourtant la majorité du temps la tête devant son ordinateur. «Au quotidien, je ne suis pas perdue dans les éons et les années-lumière, je modélise les étoiles massives sur

un écran. Donc le 80% de mon temps est dévolu à chercher à débayer mes codes informatiques», explique la scientifique avec un sens de l'humour et de la pédagogie très présents aussi dans son livre et dans son travail de chargée de communication pour le département d'astronomie de l'Université de Genève. «Grâce aux questions des gens, je peux reprendre de la hauteur», se réjouit-elle.

MARS, CE CAUCHEMAR

C'est à la suite de ses conférences que les Editions Favre l'interpellent pour écrire au choix sur le soleil ou sur la conquête de Mars. «Comme je m'éner-

vais beaucoup sur toutes les inepties d'un certain milliardaire, on s'est lancés sur la planète rouge!» explique l'astrophysicienne qui confie apprécier les films de science-fiction. Mais à sa manière. «Pour moi, ce sont des comédies! Car elles sont truffées d'absurdités. Les notions de physique sont balayées. Alors que l'humain a des limites physiologiques. Tout comme notre petite planète.» Les séjours dans la station spatiale *ISS* sont, à ce titre, une véritable mine de connaissances sur les problématiques physiologiques – l'ostéoporose par exemple – ou psychologiques, mais aussi sur les possibilités d'autarcie ou de techniques de recyclage.

Si elle est partisane de l'envoi de robots à la découverte de l'univers, elle ne croit pas à la colonisation de Mars, ni à celle de la Lune. Pour Sylvia Ekström, écologiste et féministe dans l'âme, il n'y a décidément pas de planète B: «Mars, c'est un petit caillou glacé, un cauchemar. Il n'y a pas de chants d'oiseaux, pas de vent dans les cheveux, pas l'odeur de la pluie. Notre planète est exceptionnellement belle, c'est notre mère et notre avenir. C'est à la Terre qu'il faut rêver.» ■

Sylvia Ekström et Javier G. Nombela, *Nous ne vivons pas sur Mars, ni ailleurs*, Lausanne, Editions Favre, 2020.



L'astrophysicienne Sylvia Ekström a autant la tête dans les étoiles que les pieds enracinés dans la Terre.

1 + 1 = 11
David Prêtre/Albedo



L'horizon
couchait le Soleil
dans l'aube
juste en-dessous.

LE NOMBRE DE SYNDIQUÉS CONTINUE DE S'ÉRODER EN SUISSE

Les chiffres 2020 des effectifs de l'Union syndicale suisse présentent de nouveau une baisse. La pandémie a rendu le recrutement plus difficile, même si, dans certaines branches dites essentielles, les adhésions sont à la hausse

Sylviane Herranz

L'Union syndicale suisse (USS), regroupant 17 fédérations de salariées et de salariés des secteurs public et privé du pays, a publié le 7 avril dernier l'évolution de ses effectifs pour l'année 2020. Au total, la faïtière comptabilisait 329 149 membres, soit une perte de presque 8000 affiliés (-2,36%) par rapport à 2019. Ce chiffre la place toujours en tête des faïtières syndicales du pays, loin devant Travail Suisse, centrale des syndicats chrétiens et d'associations d'employés qui comptabilise environ 140 000 adhérents. Pour 2020, l'USS se réjouit de la progression du nombre de femmes syndiquées. Elles représentent aujourd'hui 32% des membres, avec 105 312 affiliées. L'effectif d'hommes poursuit sa lente diminution entamée il y a de nombreuses années. Il s'élève à 223 837. Cette baisse est partiellement compensée par une meilleure syndicalisation féminine. En 1985 par exemple, les femmes ne représentaient que 12,3% des 443 000 membres de l'USS. Un taux qui n'a cessé de croître depuis. Contrairement à la tendance générale, six syndicats ont enregistré de légères

hausse de leurs effectifs en 2020. C'est le cas des syndicats genevois Sit et New Wood, d'Avenir Social, de l'Association suisse des artistes de théâtre, cinéma et télévision, de l'Union suisse des artistes musiciens, et de Kapers, le syndicat du personnel de cabine. L'USS s'est aussi enrichie l'année dernière de l'affiliation du syndicat des pilotes d'Easyjet et de ses presque 300 membres.

TRAVAIL SUR LE TERRAIN LIMITÉ

La crise du coronavirus, qui a affecté un très grand nombre de travailleuses et de travailleurs, a rendu le recrutement dans les entreprises et dans la rue très difficile en raison des restrictions liées au Covid-19, explique l'USS. Cependant, dans les métiers essentiels au front durant la pandémie, et dans ceux fortement touchés par les arrêts d'activités, des hausses ont été signalées. En particulier chez Unia, où les effectifs se sont accrus de 6,3% dans les professions de la santé, de 4% dans le nettoyage, de 2,2% dans l'économie domestique et de 1,7% dans l'hôtellerie-restauration. De son côté, le Syndicat des services publics maintient une bonne stabilité de ses membres. «En 2020, le contact avec les travail-

leuses et les travailleurs, incontournable pour le recrutement, a été rendu beaucoup plus difficile par la pandémie. Cela a pu concerner notamment les professions où le télétravail a été massivement mis en œuvre, où certaines branches ont été fortement touchées par le chômage partiel, explique Benoît Gaillard, coresponsable de la communication de l'USS. Il y a tout de même eu des progressions encourageantes dans plusieurs secteurs essentiels où les syndicats ont été particulièrement actifs, comme la santé par exemple.»

CHANGEMENTS STRUCTURELS

Reste que le recul du nombre de membres entamé depuis de nombreuses années se poursuit. L'USS a ainsi perdu 11,5% de ses affiliés en dix ans, et même 25% en trente ans, alors que la population active a augmenté durant ces années. Comment l'expliquer? «Plusieurs secteurs comme les services postaux ou l'industrie et la construction, où les syndicats étaient traditionnellement forts, connaissent des transformations, des baisses d'effectifs et une précarisation. Les parcours professionnels sont aussi plus discontinus, souligne Benoît Gaillard. En revanche, le secteur des services est en plein développement et plusieurs fédérations s'y renforcent et prévoient d'y concentrer des efforts supplémentaires.» A l'heure où l'avenir économique est plus qu'incertain et que le renforcement des syndicats est une nécessité pour contrer les dégradations des conditions de travail, la réflexion sur ces défis doit être menée dans les syndicats agissant directement sur le terrain. «La sortie de crise offre l'occasion d'être à l'offensive et de recruter de nouveaux collègues, note Benoît Gaillard. La nécessité de la défense collective et de l'action syndicale a été particulièrement visible pendant la pandémie.» De son côté, l'USS réfléchit d'ores et déjà aux possibilités de soutenir le travail de recrutement effectué par ses fédérations. ■

Plus d'informations sur: uss.ch, sous Thèmes, Politique syndicale, et Dossier n° 142 de septembre 2020: «Évolution des effectifs des syndicats en 2019».



OLIVIER VOGELSANG

Un travailleur remplit le formulaire d'adhésion à Unia. «La nécessité de la défense collective et de l'action syndicale a été particulièrement visible pendant la pandémie», note Benoît Gaillard, confiant que la sortie de crise permettra le recrutement de nouveaux collègues.

EFFECTIFS DES FÉDÉRATIONS AFFILIÉES À L'USS

Fédération	2020	2019	Femmes 2020	Part des femmes au total, en %
Unia	182 716	188 259	49 049	26.8
SEV	38 082	39 225	7 757	20.4
SSP	33 874	33 911	19 391	57.1
Syndicom	30 181	30 911	9 496	31.5
Sit	9 518	9 511	4 980	52.3
APC	8 248	8 436	2 372	28.8
ASEB	7 341	7 768	2 558	34.9
Avenir Social	3 754	3 668	2 714	72.3
SSPM	2 683	2 821	1 660	61.9
GaraNto	2 971	3 112	427	14.4
SSM	2 872	2 954	1 259	43.8
Kapers	2 995	2 981	2 203	73.6
USDAM	1 713	1 680	698	40.8
SBKV	1 236	1 195	704	57.0
Nautilus	649	665	19	2.9
ESPA	293	-	13	4.4
New Wood	23	17	12	52.2
Total	329 149	337 114	105 312	32.0

Abréviations

Unia, le syndicat; SEV: Syndicat du personnel des transports; SSP: Syndicat des services publics; Syndicom: Syndicat des médias et de la communication; ASEB: Association suisse des employés de banque; APC: Association du personnel de la Confédération; Sit: Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs; GaraNto: Le syndicat du personnel des douanes; Avenir Social: Professionnels du travail social Suisse; SSM: Syndicat suisse des mass media; USDAM: Union suisse des artistes musiciens; SSPM: Société suisse de pédagogie musicale; Kapers: Association du personnel de cabine; SBKV: Association suisse des artistes de théâtre, cinéma et télévision; Nautilus: Syndicat du personnel de la navigation; ESPA: EasyJet Switzerland Pilots Association; New Wood: Syndicat du personnel de l'ONU à Genève.

BRÈVE

UNION SYNDICALE SUISSE DES MESURES S'IMPOSENT FACE À LA SITUATION DES SALARIÉS

Alors que ce journal était déjà sous presse, l'Union syndicale suisse (USS) tenait hier une importante conférence de presse sur la situation des salariées et des salariés après plus d'une année de pandémie. Hausse du chômage, surtout chez les jeunes et les travailleurs en fin de carrière, creusement des écarts de revenus,

multiplication des emplois précaires sont des éléments qui inquiètent la centrale syndicale. Face à cette situation, l'USS a présenté les priorités qui s'imposent et ses revendications concrètes en matière de politique sociale. Nous y reviendrons dans notre prochaine édition. ■ L'ES

Chômage: nécessité de soutiens ciblés

L'Œuvre suisse d'entraide ouvrière réclame davantage de soutien en faveur des jeunes chômeurs et des travailleurs indépendants

Sonya Mermoud

Le chômage a augmenté en raison de la crise sanitaire. Et la tendance va continuer à s'accroître au cours de ces prochains mois. En Suisse romande et au Tessin, le taux de personnes sans emploi dépasse déjà les 4%. Ce chiffre alarme l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) particulièrement inquiète quant à la situation des jeunes et des indépendants qui ont subi de plein fouet les effets de la crise sanitaire. Dans ce contexte, l'organisation réclame davantage de soutien pour ces catégories de la population. Les présidentes de l'OSEO Suisse et de la section de Zurich, respectivement Marina Carobbio Guscelli, conseillère aux Etats, et Céline Wid-

mer, conseillère nationale, ont déposé lors de la session de printemps des interpellations dans ce sens. La première requête demande une prolongation de l'indemnisation du chômage des jeunes de 90 à 365 jours. Et ce pour une durée de deux ans. L'organisation - qui regroupe dix associations régionales - a en effet constaté que les jeunes adultes ont de plus en plus de mal à trouver un poste. Il s'agit majoritairement de personnes ayant terminé leurs études ou leur apprentissage et à la recherche d'un premier travail. «Actuellement, les 90 indemnités journalières sont insuffisantes pour décrocher un job. Il y a un grand danger que les requérants se retrouvent à l'aide sociale. Une issue qui n'est pas une solution à cet âge-là», déclare Caroline

Morel, responsable du secrétariat national de l'OSEO, non sans préciser que nombre de jeunes, sans emploi, n'apparaissent pas dans les statistiques, n'étant pas inscrits dans un Office régional de placement.

DÉTRESSE PROFONDE

L'OSEO se préoccupe aussi du sort des indépendants à faible revenu, un autre groupe qui passe entre les mailles du filet social. «En raison de la pandémie, ils sont pour la plupart confrontés à une situation de détresse profonde», note Caroline Morel, se référant essentiellement aux chauffeurs de taxi et aux personnes actives dans le domaine culturel. Dans son interpellation, Céline Widmer précise: «Les indépendants n'ont pas droit au chômage. Prés

d'un quart d'entre eux ne sont pas assurés auprès d'une caisse de pension et ne peuvent pas se permettre d'effectuer des versements réguliers au 3^e pilier, ce qui amplifie le risque de pauvreté à la retraite.» Dans ce contexte, l'OSEO demande que les indépendants puissent recourir aux mesures d'insertion professionnelle de manière simple et non bureaucratique. «C'est-à-dire avoir accès gratuitement et pendant deux ans à des services tels que des évaluations professionnelles, des coachings et des conseils.» L'idée est de permettre aux personnes concernées de trouver une autre activité à temps partiel, la leur étant mise sur pause ou tournant au ralenti. A cet effet, l'OSEO souhaite que les offres existantes d'éducation de base du Secrétariat d'Etat à la

formation, à la recherche et à l'innovation soient rapidement prolongées, et ce pour une période de deux ans. A l'image de l'initiative de la Confédération «Viamia» qui propose des bilans professionnels et des conseils pour les intéressés de 40 ans et plus. Les réponses du Conseil fédéral sont attendues au plus tard en juin. Caroline Morel se montre plutôt optimiste quant à l'issue des interpellations, en particulier celles concernant les jeunes. Non sans souligner qu'il sera nécessaire de réfléchir à la manière de soutenir cette catégorie de personnes aussi sur le plus long terme, comme de mieux assurer les indépendants en cas de coup dur... ■

MINI ANNONCE

RENCONTRE

Homme de 75 ans aimant la nature, la marche, les sorties, rencontrerait une femme de 65 à 75 ans. NE.
Tél. 078 902 14 04.

Unia est le plus grand syndicat de Suisse. Avec nos 180 000 membres et 1200 employé-e-s, nous luttons pour des conditions de travail équitables et pour une Suisse sociale. Notre organisation est dynamique et combative. Vous aimeriez vous engager pour une bonne cause? Alors, faisons connaissance.

Rejoignez notre équipe de la région Genève au 1^{er} juin 2021 ou pour une date à convenir comme

Secrétaire syndical-e
de 80 à 100%

Ce que vous faites bouger

- L'action syndicale
- Le recrutement de nouveaux membres pour notre syndicat
- La progression des droits des travailleurs-euses à Genève et en Suisse
- La négociation de conventions collectives de travail

Ce que vous apportez

- Des connaissances dans le secteur de la santé
- La volonté de travailler sur le terrain
- Expériences dans le domaine syndical
- Faculté de négociation
- Capacités d'animer un comité de branche et des délégations d'entreprise
- Aptitude à travailler en équipe
- Esprit d'initiative et d'autonomie
- Maîtrise de plusieurs langues de la migration (portugais-espagnol)
- Bonnes aptitudes rédactionnelles en français

Ce que nous vous offrons

Unia vous garantit des conditions de travail modernes. Avec la semaine de 40 heures, au moins 5 semaines de vacances et un salaire équitable, ainsi que des congés parentaux intéressants. Nous favorisons le travail à temps partiel, ce qui permet de concilier plus facilement la vie professionnelle et la vie familiale. Et votre potentiel de développement sera dûment encouragé. Un climat d'estime mutuelle, collégial et animé vous attend, avec des hiérarchies plates.

Intéressé-e?

N'hésitez pas à envoyer votre dossier de candidature complet jusqu'au 1^{er} mai 2021 par courriel à: anne.quaegebeur@unia.ch
Pour tout complément d'information sur le poste, la responsable ECM Anna Gabriel Sabate se tient à disposition par courriel à: anna.gabrielsabate@unia.ch

Ensemble
pour de bonnes conditions de travail

UNIA

PROTÉGER LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

Journée commémorative internationale des travailleurs 2021

Perte auditive due à une exposition au bruit

Stress, santé mentale et risques psychosociaux, y compris violence et harcèlement

Maladies liées au travail causées par des agents biologiques tels que COVID-19

Maladies respiratoires dues à la poudre et à la poussière de fumées

Troubles musculo-squelettiques dus à un travail manuel répétitif ou intensif

Cancers liés au travail dus à des agents cancérogènes

Risques pour la santé reproductive des hommes et des femmes

Maladies professionnelles dues à une exposition à des substances dangereuses telles que l'amiante

Adopter une approche sensible au genre
La prévention des problèmes santé et la promotion du bien-être au travail devraient tenir compte des différences substantielles dans la vie professionnelle femmes/hommes.

Logos: ILO, International des Travailleur·ice·s du Bâtiment et du Bois, European Federation of Building and Woodworkers, Unia

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION
Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 56 442 exemplaires

WWW.EVENEMENT.CH

Votre abonnement, la garantie
d'un média indépendant

Essai 2 mois Web: CHF 19.-

Essai 2 mois Combi*: CHF 29.-

Essai 2 mois 5 jours**: CHF 39.-

lecourrier.ch | 022 809 55 55

*web + papier le weekend / **papier + web

LE COURRIER

LE PERSONNEL DE LA CONFISERIE WERTH «ROULÉ DANS LA FARINE»

Défendus par Unia, des employés de l'établissement jurassien dénoncent des heures de travail non payées et une fraude au chômage partiel



Les syndicalistes d'Unia ont organisé, aux abords de la Confiserie Werth, une action de soutien en faveur des employés de l'enseigne.



Jérôme Béguin

Dans le Jura, les employés de la Confiserie et tea-room Werth sont chocolat. Fondée il y a 70 ans et présente à Delémont et à Moutier, l'enseigne a été déclarée en faillite le 3 mars dernier par décision du Tribunal de première instance de Porrentruy. L'établissement n'a, pourtant, jamais fermé ses portes et poursuit son activité sous une nouvelle raison sociale, la Confiserie de la gare, avec un effectif réduit. Premier problème: une partie des 35 salariés se retrouvent sans revenu depuis cette date et sans possibilité de s'inscrire au chômage faute d'une lettre de licenciement. L'administrateur de la société, Roger Veya, se décharge de sa responsabilité sur l'Office des poursuites et faillites, qui, de son côté, ne s'estime pas concerné par les contrats de travail. Unia Transjurane, qui défend le personnel, a dénoncé cette situation légèrement kafkaïenne la semaine dernière auprès des médias invités devant le magasin de Delémont. Second couac: l'entreprise a appliqué de manière très particulière la réduction de l'horaire de travail (RHT). «Les

nombreux témoignages des salariés vont tous dans le même sens: depuis le début de la pandémie, l'employeur a obtenu la RHT tout en continuant à faire travailler certaines personnes à 100%. Celles-ci ne percevaient que 80% de leur salaire, versé de surcroît par le chômage. A l'évidence, il y a eu des malversations, une fraude au chômage partiel et un vol des travailleurs», indique Patrick Cerf, secrétaire syndical d'Unia Transjurane. «Nous étions payés à 80%, mais nous travaillions à 100%, voire plus. Les relevés de timbrage ont été effacés. Monsieur Veya nous disait: "S'il y a un contrôle, dites que vous faites du bénévolat"», a confié une employée au *Quotidien Jurassien*. Enfin, cerise sur le gâteau, le patron a, selon nos informations, demandé le 22 février un soutien public au titre des cas de rigueur. Il a obtenu 150 000 francs le 26 février, soit cinq jours avant de déposer son bilan. Or, ces subventions versées par la Confédération et les cantons ont justement pour but d'éviter les faillites.

«CE MONSIEUR A TRICHÉ»

Patrick Cerf ne mâche pas ses mots: «C'est un scandale. Ce monsieur a tri-

ché, il a profité de l'argent public et roulé tout le monde dans la farine, les travailleurs en premier lieu, les services de l'Etat et les médias.» Contacté, Roger Veya n'a pas souhaité s'exprimer dans nos colonnes. «Il me faudrait deux pages pour m'expliquer et tous les démentis n'effaceront pas les atteintes à l'image que nous avons subies de la part d'Unia», nous a-t-il répondu. L'homme s'est, par contre, longuement justifié auprès de RFJ. La fraude à la RHT? «Du personnel était à la maison faute de travail, d'autres personnes ont travaillé à 80% après l'instauration d'un tournus, pas à 100%. Certaines d'entre elles sont venues travailler bénévolement pour tenter de sauver l'entreprise.» Et les 150 000 francs? «Nous avions huit mois de retard dans les factures, avec ce montant, nous avons payé très rapidement nos fournisseurs et versé le salaire des employés à fin février.» Pour Patrick Cerf, «les employés se sont retrouvés pris en sandwich entre leur devoir de loyauté, la volonté de tout faire pour conserver leur emploi et les incertitudes autour d'une reprise. La grande majorité avait peur de perdre son emploi et, c'est bien compréhensible,

a continué à travailler. La moitié des employés travaillent encore aujourd'hui à leurs risques et périls. Si certains, occupant visiblement des postes essentiels, ont manifestement reçu un salaire, beaucoup sont privés de revenu depuis le début du mois de mars sans avoir reçu de lettre de licenciement. Nous espérons qu'ils ne seront pas pénalisés par le chômage.» L'état va se resserrer autour de Roger Veya. Le Service de l'économie et de l'emploi pourrait lui retirer sa patente, il devra certainement répondre de fraude au chômage partiel, peut-être d'abus dans l'utilisation des fonds du cas de rigueur, voire de faillite frau-

duleuse. Et les salariés, représentés par Unia, vont également lui demander des comptes. Patrick Cerf promet qu'il n'y aura pas de trêve des confiseurs: «Nous exigeons le versement de tous les montants dus aux employés, en particulier les 20% de salaire que les travailleurs sous RHT n'ont pas perçus. Nous voulons que toutes les personnes privées d'une rémunération au mois de mars reçoivent sans délai un revenu. Nous ferons tout pour obtenir justice pour ces travailleurs.» ■

POING LEVÉ

BÂTIR UN AVENIR SANS BÉTON ARMÉ

Par Jérôme Béguin

L'évacuation de la Zad du Mormont le 30 mars n'a peut-être pas été aussi «propre» qu'on a bien voulu le croire. Dans un rapport publié la semaine dernière, le collectif des Orchidées contre béton armé, qui occupait cette colline vaudoise grignotée par la cimenterie de Holcim, dénonce des conditions de détention jugées inacceptables. Les interpellés auraient été laissés «sur le béton d'un parking extérieur sans équipement adéquat contre le froid pour passer la nuit», privés d'eau et de nourriture pour certains durant 30 heures. Accrochés sur leur branche, les derniers zadistes ont connu le même sort, dépourvus de vêtements chauds et de leurs vivres confisqués alors que le mercure affichait 3°C et que la bise balayait le Mormont. Se tenant à disposition pour délivrer des soins, les street-medics avaient été arrêtés au préalable dans l'infirmerie. Mise en garde à vue, une médecin a même subi une fouille à nu avec inspection des orifices. Accusés de violation de domicile et d'insoumission à l'autorité, quelque soixante zadistes risquent jusqu'à trois mois de prison ferme. Ils recueillent des dons (zaddelacolline.info/don.html) pour assurer leur défense tout en demandant l'annulation des poursuites pénales. Et la démission de la conseillère d'Etat Béatrice Métraux.

Qu'une écologiste ait pris la responsabilité de cette évacuation pourrait paraître un comble, mais il est peu probable qu'il en aurait été autrement ailleurs ou avec un autre magistrat. Les Verts vaudois n'ont pas apporté leur soutien à la Zad. Et il suffit de regarder dans le canton de Genève voisin: on n'a jamais autant bétonné depuis qu'un Vert, Antonio Hodggers, est en charge de l'Aménagement. La césure entre une nouvelle génération de militants et le vieux parti écolo est frappante. Portés par la vague verte, les élus Verts paraissent bien incapables de mettre en œuvre les politiques que l'urgence climatique impose. Les Verts vaudois veulent maintenant lancer une initiative pour protéger le Mormont. Bien. Mais c'est un avenir sans béton qu'il s'agit d'inventer.

Dans Béton. Arme de construction massive du capitalisme (Editions L'Echappée 2020), le philosophe Anselm Jappe décrit bien les ravages de ce matériau pour l'environnement, la santé et le climat (4% à 8% des émissions mondiales). Les édifices en béton armé ont, en outre, une durée de vie limitée en raison de leur structure sensible à la corrosion. Nous risquons bientôt d'hériter de vastes ruines. L'effondrement du viaduc Morandi à Gênes en 2018 aurait dû nous servir d'avertissement. Alors, lorsque ces jeunes disent qu'il faut cesser de couler du béton, ils sont, finalement, bien plus raisonnables que leurs aînés. Ne jetons pas la pierre aux cimentiers et aux maçons. Leur travail, comme tout travail, mérite le respect. Seulement, on a beaucoup trop misé sur le béton armé en Europe. Il va falloir changer. Les alternatives existent et la transition écologique peut certainement offrir des emplois et du bien-être à tous et à toutes. A Genève, les syndicats lancent justement une initiative populaire en faveur de la création d'emplois accompagnant la transition. C'est un premier pas. Il en faudra beaucoup d'autres. ■

«La dignité des travailleurs passe avant les délais!»

Unia a épinglé une situation déplorable sur le chantier du Bristol à Genève. Grâce à son intervention, les lieux ont été rapidement nettoyés et réaménagés

Sylviane Herranz

Conditions indignes sur le chantier du Bristol, hôtel de luxe genevois! Le 14 avril, Unia Genève dénonçait un nouveau cas de non-respect des règles en matière d'hygiène et de sécurité pour les travailleurs. Ce chantier n'est pas n'importe lequel. C'est celui de la rénovation partielle d'un quatre-étoiles genevois, situé à deux pas du lac. Des ouvriers de cinq entreprises, du gros œuvre, du

second œuvre et de la métallurgie du bâtiment, y sont actifs. Selon Unia, des travailleurs rénovant ce palace étaient «contraints de manger par terre, leur plat sur les genoux, dans un local sale et pas désinfecté qui sert aussi de vestiaire et de lieu de stockage du matériel». Dans cet endroit poussiéreux, une chambre en transformation selon les images du syndicat, un four à micro-ondes était posé à même le sol, entre outils et matériel divers. En visite sur les lieux dans le cadre de la campagne pour des chantiers dignes, Unia a immédiatement appelé la direction des travaux, un bureau d'architectes et de gestionnaires de projets, à mettre en place les mesures exigées tant par la situation sanitaire que par le règlement genevois des chantiers qui prévoit des locaux séparés pour l'entreposage du matériel, le vestiaire et le lieu permettant aux ouvriers de prendre leur pause et les repas. Le nettoyage régulier et la désinfection des lieux font aussi partie des obligations des employeurs. Un ultimatum de 24 heures a été fixé par les

syndicalistes à la direction des travaux pour la mise en conformité du chantier. Cette dernière a rapidement honoré la promesse faite lors du passage d'Unia. «Il y a eu un changement radical! C'est le jour et la nuit. Les locaux ont été nettoyés et des chambres aménagées pour les vestiaires et le matériel. Une pièce a été transformée en réfectoire pour tous les travailleurs», s'est réjoui le lendemain José Sebastiao, secrétaire syndical d'Unia, ajoutant que, sans l'intervention du syndicat, il n'y aurait probablement pas eu d'améliorations sur ce chantier, débuté en février déjà. Le syndicaliste souligne l'importance de la campagne menée par Unia pour des chantiers dignes: «Elle tombe au bon moment. Non pas parce qu'il y a d'avantage de chantiers ne respectant pas les règles, mais parce qu'elle met en évidence que la santé et la sécurité des travailleurs sont une nécessité. Cette campagne nous permet d'être beaucoup plus attentifs à ce thème. La dignité des travailleurs passe avant les délais!» ■



Intervention d'Unia payante. Depuis des espaces ont été aménagés en réfectoires et vestiaires pour les travailleurs.

CONVERGENCE DES LUTTES ENTRE FÉMINISME ET DÉFENSE DE LA NATURE

Le terme d'écoféminisme tend à se populariser. Mais qu'englobe ce concept? Le point avec Deborah Madsen, professeure ordinaire à l'Université de Genève et spécialiste du domaine

Propos recueillis par Jiyana Tassin

Au travers de conférences, de manifestations ou encore de livres, l'écoféminisme ne cesse de gagner de l'audience. Liant l'oppression des femmes et la destruction de la nature, ce courant de pensée a été formulé pour la première fois en 1974 sous la plume de la militante féministe Françoise d'Eaubonne. Deborah Madsen, professeure ordinaire de littérature et civilisation américaine au département d'anglais de la Faculté des lettres à l'Université de Genève s'intéresse à la question depuis le début de sa carrière universitaire. «Lorsque j'étais étudiante en Australie, l'une des doctorantes avec qui je partageais un bureau lisait les travaux de la philosophe féministe radicale américaine Mary Daly sur la "gyn/écologie". Séduite par cette manière de penser, j'ai décidé de creuser le sujet en explorant notamment le travail d'écoféministes australiennes comme Val Plumwood.» Depuis, Deborah Madsen n'a cessé d'élargir ses connaissances dans le domaine. Elle coanime aujourd'hui un séminaire de maîtrise sur l'écoféminisme. Et propose régulièrement son expertise en la matière dans le cadre de différentes actions.

QUESTIONS REPONSES

Comment définiriez-vous l'écoféminisme?

L'écoféminisme, dans le contexte anglophone, repose sur le postulat que les femmes et l'environnement sont compris comme inférieurs et exploitables de par leur nature. Dans ce processus de féminisation, ils sont exclus de la catégorie de l'humain – définie selon les termes européens des Lumières – car considérés comme propriété de l'homme blanc. L'écoféminisme élargit le domaine de la féminisation, y incluant des animaux et des formes de vie à base de carbone telles que les forêts, les rivières, les montagnes et la planète Terre. Si le féminisme lutte contre la discrimination sexiste des femmes, l'écoféminisme s'oppose à la discrimination sexiste du «féminin» en tant que catégorie. Ainsi, les hommes du Sud, les peuples autochtones et les minorités ethniques, les personnes handicapées, etc., – en fait, toute personne sexuée comme féminine et considé-

rée inférieure à un sujet humain à part entière – subissent une discrimination validée par les mêmes stratégies rhétoriques qui accordent à «l'homme» la souveraineté sur la Création. Cela est rendu très clair, par exemple, dans la Bible judéo-chrétienne lorsque Dieu donne à Adam la seule autorité sur la Création.

Pourquoi établir un lien entre l'oppression des femmes et la destruction de la nature?

Parce que tous deux sont des objets de consommation au sein d'un patriarcat capitaliste. Depuis les Lumières du 18^e siècle, «l'homme» a été identifié à un être intrinsèquement rationnel et tous les autres éléments de la Création, supposés être dépourvus de cette capacité suprême de raison (femmes, animaux, nature), sont relégués à la catégorie de «non-homme» ou «féminin». Cet axiome de base, omniprésent, est le fondement de l'idéologie capitaliste patriarcale occidentale. Il a été rendu tellement naturel que des mouvements – comme l'écoféminisme – doivent être constitués pour dénoncer cette façon destructrice de penser et de se comporter dans le monde.

Quand et dans quel contexte le mouvement écoféministe est-il né?

Les origines du féminisme et de l'écoféminisme sont assez différentes. L'écoféminisme ne poursuit pas le même objectif que le féminisme fondé sur l'égalité avec les hommes dans le système capitaliste. En fait, l'écoféminisme exige une révolution dans notre façon de vivre. Tout changerait si nous réformions les hypothèses de supériorité à la base de notre crise mondiale actuelle. Dans le monde anglophone, l'écoféminisme est né dans les années 1970 avec les manifestations contre les armes nucléaires et le risque environnemental lié à ce type d'énergie. Les mouvements de libération des femmes et écologistes se sont mobilisés à la suite de l'accident en 1979 de la centrale de Three Mile Island en Pennsylvanie aux Etats-Unis.

Existe-t-il des actions écoféministes marquantes dans l'Histoire?

L'action écoféministe qui m'a le plus impressionnée a débuté en 1981 au Royaume-Uni, avec un mouvement radical antinucléaire créé par des femmes protestantes autour de la base militaire américaine de Green-



NEIL LABRADOR/ARCHIVES

L'écoféminisme lie l'oppression des femmes à la destruction de la nature.

ham Common. Ces activistes y ont campé pendant 19 ans, entre 1981 et 2000, afin de militer contre la présence d'armes nucléaires dans cette base. Cet exemple illustre un autre aspect critiqué par l'écoféminisme: le militarisme.

Le terme d'écoféminisme ne date pas d'hier mais se popularise pourtant seulement depuis quelques années. Comment l'expliquez-vous?

Les deux mouvements de justice sociale les plus importants et les plus médiatisés de nos jours sont ceux liés au climat et aux femmes. Le slogan de la Marche des femmes 2020 «Résistons pour vivre, marchons pour transformer!» a souligné le lien entre les questions féministes et climatiques. Et attiré l'attention sur l'écoféminisme, en tant que méthode d'analyse intersectionnelle. Un exemple? La pandémie actuelle. Le Covid-19 trouve son origine dans l'exploitation des animaux et entraîne une exploitation accrue des femmes. Le confinement et le travail à domicile ont pesé de manière disproportionnée sur les femmes, en particulier celles avec des enfants. Le coronavirus est une maladie zoonotique, ce qui signifie qu'elle est originaire d'animaux et a été transmise à travers la barrière des espèces par l'exploitation humaine (consommation). Les conséquences de la pandémie sont un fardeau porté de manière disproportionnée par des groupes «féminisés», sans pouvoir. Comme, par exemple, les employés des abattoirs aux Etats-Unis, souvent des migrants, qui ont été contraints de continuer à travailler dans des conditions très dangereuses, même lorsque les taux d'infection montaient en flèche. En dépit des chiffres témoignant des risques de contamination encourus et du taux de mortalité dans les usines de transformation de viande et de volaille, Donald Trump a refusé de les fermer. Il a déclaré par décret qu'elles constituaient des «infrastructures critiques» selon la Loi sur la production de défense de 1950. Et a donc affirmé que l'activité ne pouvait être arrêtée pour des raisons de santé publique, tout en dédouanant de toute responsabilité les entreprises en question quant aux effets sur la santé de leur personnel. Cette catégorie de travailleurs vulnérables et corvéables, hommes et femmes, a subi ainsi de plein fouet sur sa santé les conséquences négatives de cette industrie particulièrement anthropocentrique, fondée sur le droit d'exploiter jusqu'à la mort des êtres sensibles qui ne sont pas humains. On

peut dire que les ouvriers sont traités comme des moins qu'humains, tout comme les animaux qu'ils tuent. Les travailleurs sur la ligne de production sont objectivés comme les animaux et tous deux sont traités comme de la viande. Ce n'est donc pas un hasard si, en raison de l'oppression et de la maltraitance subies, les femmes sont souvent associées à des morceaux de viande.

Quelle est la différence entre le féminisme et l'écoféminisme?

Difficile de séparer ces deux notions. Pourtant, nombre de féministes ne sont pas des écoféministes, car elles ne remettent pas en question l'exploitation de l'environnement. Alors que l'inverse est inconcevable, les écoféministes étant, pour la plupart, végétaliennes. Les historiens et les théoriciens écoféministes ont documenté les expériences partagées des femmes et des animaux dans les «fermes industrielles». Prenons l'exemple des vaches laitières. Elles sont inséminées de force dans ce que l'on appelle des «casiers à viol» et, bien sûr, les bovins mâles sont abusés sexuellement pour obtenir leur sperme. Les veaux sont enlevés à leur mère immédiatement après la naissance. La plupart des mâles sont alors tués et les femelles sont élevées pour remplacer leurs génitrices. Les vaches sont donc traitées comme des «reproductrices». Ce même mot était utilisé pour décrire une classe de femmes asservies aux Etats-Unis avant l'abolition. Une fonction similaire est également exercée par les femmes dans les «fermes à bébés» commerciales. Le lait supposé nourrir les veaux est utilisé pour la consommation humaine, tout comme – historiquement – mais il n'y a pas très longtemps – les «nourrices» de la classe ouvrière allaitaient les nourrissons de leurs employeurs ou propriétaires. Comme le soulignent les théoriciens écoféministes à l'image de Greta Gaard, le concept de la maternité en tant que sacrifice de soi permet son exploitation au-delà des frontières des espèces. La théoricienne Carol Adams, dans des livres comme *Neither Man Nor Beast* et *The Pornography of Meat*, montre de manière très convaincante la présence de cette symbolique au quotidien. Elle explique comment l'animalisation des femmes et la sexualisation des animaux – et la féminisation des deux – décrit l'ordre naturel des choses. C'est-à-dire un ordre où l'objet féminisé existe pour l'usage du sujet masculinisé. En réfléchissant à ce genre d'idées, il me



OLIVIER VOGELSANG

Le militarisme est aussi critiqué par les activistes du mouvement, précise Deborah Madsen.

semble que la différence fondamentale entre le féminisme et l'écoféminisme réside dans le fait suivant: le premier se concentre sur la discrimination sexuelle d'un point de vue de la justice sociale; le second conteste l'hypothèse selon laquelle «l'homme» est au centre de tout, que toute la Création existe pour le servir. L'écoféminisme se focalise donc sur l'impact de la discrimination des espèces et de l'anthropocentrisme sur l'organisation des relations planétaires entre et parmi tous les ordres de la Création.

Pourquoi associe-t-on la nature au féminin?

En bref, cette association est, premièrement, profondément ancrée dans l'histoire des traditions culturelles occidentales. Ensuite, une large partie de la pensée occidentale se fonde sur des oppositions binaires dont l'humain contre le non-humain est l'un des plus fondamentaux avec son homologue genré du masculin contre le féminin. Le féminin est alors identifié avec le corps (contre l'esprit), la nature (contre la civilisation), l'émotion (contre la rationalité). Ces oppositions ne sont pas séparées mais égales! Le côté féminin du binaire est toujours inférieur et subordonné au masculin. Cette binarité fonctionne comme un sous-texte idéologique invisible et silencieux mais puissant, je dirais, dans toutes les communications de notre société.

Quels sont les défis que doit relever l'écoféminisme aujourd'hui?

Il y a une difficulté générale à penser le féminisme – ou toute question de genre – en dehors des limites du corps sexualisé. Il ne nous permet toutefois pas de conceptualiser et de protester contre la manière dont les processus de féminisation affectent tous les groupes démunis, quel que soit leur corps. Voilà le nouveau défi que l'écoféminisme doit aujourd'hui relever. ■



THERRY PORCHET

«L'écoféminisme élargit le domaine de la féminisation, y incluant des animaux et des formes de vie à base de carbone telles que les forêts, les rivières, les montagnes et la planète Terre» souligne l'experte.

UN MANIFESTE POUR UNE CONVERGENCE DES LUTTES ÉCOSOCIALES

En vue de la mobilisation du 21 mai prochain, la Grève pour l'avenir publie un Manifeste pour un avenir écologique, solidaire et équitable. Extraits

Aline Andrey

L'exploitation de la nature et de l'humain induite par une croissance économique aveugle, le patriarcat et l'impérialisme empêchent l'avènement d'une société juste, démocratique et durable. Voilà le message en première page du Manifeste de la Grève pour l'avenir, publié le 6 avril, avec en ligne de mire un appel à une mobilisation d'ampleur le 21 mai prochain. L'alliance réunit Grève du climat, syndicats, collectifs féministes et autres organisations de la société civile. Elle rappelle une fois encore son message essentiel: «Pour éviter la catastrophe, le réchauffement climatique doit être limité à 1,5 degré. Si nous échouons, nos écosystèmes s'effondreront et les injustices sociales déjà existantes connaîtront une forte aggravation.» Le Manifeste appelle à un profond changement pour rompre «avec un système guidé par le seul profit à court terme au bénéfice d'une minorité privilégiée», avec de nouvelles formes de démocratie, une participation à l'échelle d'un quartier, d'un lieu de travail ou de formation, un droit de vote élargi et un financement transparent de la politique. Pour atteindre la neutralité carbone au plus vite, il invoque, entre autres: la sortie des énergies fossiles; le développement des énergies renouvelables et l'isolation des bâtiments (mesures créatrices d'emplois); la diminution de

la consommation; une nouvelle mobilité; un système alimentaire social, paysan et agroécologique; une éducation pour une société juste sur les plans climatiques et sociaux; un soutien à la culture; la reconnaissance de la crise climatique comme motif d'asile; ainsi qu'un système financier transparent sans investissements polluants et meurtriers. «Les institutions financières doivent être en mesure de présenter, d'ici à fin 2021, des plans assortis d'objectifs et de mesures concrètes pour que l'empreinte carbone de leurs flux financiers soit réduite à zéro d'ici à 2030.» Le Manifeste souligne ainsi la part de responsabilité des décideurs politiques, des grandes entreprises et du secteur financier en Suisse pour le développement durable à l'échelle mondiale. «Nous demandons une réglementation légale des industries en accord avec les droits humains et les objectifs écologiques fondamentaux définis par l'ONU.»

POUR DES EMPLOIS DURABLES

«Le tournant écologique implique le démantèlement des industries et des services polluants», peut-on lire encore dans le Manifeste, mais «ce n'est pas aux travailleuses et aux travailleurs des secteurs voués à disparaître de payer ce tournant». Ceux-ci doivent «bénéficier de garanties de revenus ou d'emploi et de possibilités de reconversion». La Grève pour l'avenir estime aussi que



Le Manifeste appelle à un profond changement pour rompre «avec un système guidé par le seul profit à court terme au bénéfice d'une minorité privilégiée».

«tout le monde devrait pouvoir prendre des décisions démocratiques et collectives au travail concernant notamment la gestion des ressources et le cadre de celui-ci ainsi que d'avoir la possibilité de participer aux choix stratégiques de l'entreprise».

L'alliance rappelle que la crise écologique et climatique est aussi une crise sanitaire, comme l'a révélé la pandémie. La prévention doit donc être un enjeu de santé publique, affranchie des logiques de profit. «Nous voulons que toute la chaîne de la santé, de la recherche aux soins en passant par l'industrie pharmaceutique, relève du service public.»

Plus largement: «Pour que le tournant soit social, nous voulons des investissements publics majeurs dans la création d'emplois durables, stables, sains, rémunérés correctement, et un travail qui fait sens. Cela nécessite un service public fort financé proportionnellement aux revenus et aux fortunes ainsi que l'arrêt des privatisations qui contribuent à la concentration des richesses.» La Grève pour l'avenir demande aussi «une réduction du temps de travail avec une compensation salariale complète pour les revenus inférieurs et moyens – des semaines de travail plus courtes, un congé parental

plus long et un abaissement de l'âge de la retraite!» Et ce, afin de réduire l'empreinte écologique, créer les conditions du plein-emploi et d'une répartition équitable du travail domestique, éducatif et de soins aux proches. ■

Le Manifeste sur: grevepourlavenir.ch

Un défenseur de l'environnement devant la justice

Un nouveau procès d'un militant pour le climat s'est tenu jeudi dernier à Genève

Sonya Mermoud

«Quel que soit le jugement prononcé, ce procès est déjà une victoire pour la cause climatique, portée sur la place publique et rendue visible.» Militant de la première heure, cofondateur du collectif Break-free Suisse, Olivier de Marcellus, 77 ans, a comparu jeudi dernier devant le Tribunal de police de Genève. Il était soutenu par une cinquantaine de personnes qui n'ont toutefois pas pu assister à l'audience en raison de la pandémie. L'homme, qui contestait deux ordonnances pénales, est accusé d'avoir organisé et pris part à deux manifestations non autorisées en faveur de l'environnement. La première action pacifique de protestation s'est déroulée en septembre 2018. Oli-

vier de Marcellus et d'autres activistes déversent du charbon devant la grille du consulat allemand dans la ville du bout du lac. La raison de leur geste? Manifester leur solidarité avec les zadistes défendant la forêt millénaire de Hambach en Allemagne. Un combat que le prévenu d'origine franco-américaine soutenait dès 2016 déjà. «Depuis de nombreuses années, plusieurs occupations et blocages du site ont eu lieu afin d'empêcher la destruction de cette forêt primaire menacée par l'extension d'une gigantesque mine de charbon lignite. En 2018, il n'en restait que 10%. Un moment culminant de la résistance qui a généré de très fortes mobilisations devant des ambassades allemandes. Avec succès: l'exploitation a fini par être suspendue.» Dans un com-

munié de presse publié quelques jours avant le procès, le collectif Break-free notait: «La Suisse, première importatrice d'électricité d'origine charbonnière allemande, est aussi impliquée dans cette atteinte majeure de la biosphère. [...] Ce sont la finance et les multinationales responsables de la détérioration des conditions de vie sur Terre qui devraient être sur les bancs des accusés, plutôt que les défenseurs de l'environnement et les lanceurs d'alerte.»

PLUTÔT LA PRISON QUE L'AMENDE

Olivier de Marcellus est aussi accusé d'avoir organisé une simple promenade festive à Noël 2018 afin de dénoncer le «torpillage des engagements climatiques suisses par la droite et l'extrême droite». «Le PLR et l'UDC venaient de vi-

der le premier projet de Loi sur le CO₂ de toute substance. Habillés pour certains en pères Noël, pancartes à la main, nous avons marché, chanté dans la ville et distribué des bons pour une autre planète.» Une balade costumée que les forces de l'ordre ont interprétée comme une manifestation non autorisée, bien que les promeneurs en question n'aient pas lancé d'appel à les rejoindre et n'aient brandi ni banderoles, ni mégaphones. «La police nous a demandé de nous disperser. Nous ne gênons nullement le passage et avons refusé.» Les peines encourues? L'activiste risque, pour chacune des actions qui lui sont reprochées, une amende de 500 francs ou 5 jours de prison et le paiement des frais juridiques. Son avocat, M^e Laïla Batou, a plaidé l'acquittement, dénonçant la loi sur les manifestations et évoquant aussi l'état de nécessité. «Concernant le chef d'accusation relatif à la promenade, je suis plutôt confiant. Des affaires similaires ont été abandonnées au nom de la proportionnalité et de la liberté d'expression.» A l'heure où nous mettons ce journal sous presse, ce lundi, le jugement n'avait pas encore été rendu. «En cas de condamnation, j'opterai plutôt pour la prison», conclut le militant, sans ressentir de découragement malgré une lutte pour la cause entamée il y a plus de dix ans déjà. «Le combat pour la justice climatique et sociale fera toujours sens. Même si le désastre environnemental est déjà programmé, la bataille en partie perdue, les fronts bougent un peu. On commence à avoir des résultats, notamment dans le domaine de la finance. Il faut continuer à faire tout notre possible, pour nos enfants et la planète.» ■

BRÈVE

SUISSE PAS DE RÉDUCTION DE CO₂

Les émissions de gaz à effet de serre n'ont presque pas diminué en Suisse en 2019 par rapport aux années passées. Voilà ce qui ressort du récent inventaire dressé par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Les statistiques montrent que notre pays n'a émis que 0,3 million de tonnes en moins que l'année précédente. «Les émissions sont ainsi inférieures de 14% à celles de l'année de référence 1990», précise l'OFEV dans son communiqué. Cette diminution proviendrait principalement des gaz à effet de serre synthétiques et de l'agriculture. Les secteurs du bâtiment et de l'industrie n'auraient, quant à eux, observé aucune réduction. Et les émissions dues aux transports seraient restées au-dessus du niveau de 1990. L'étude conclut que, selon les estimations actuelles, la Suisse n'atteindra pas son objectif climatique pour 2020. C'est-à-dire la réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Un constat qui choque la Grève du climat dénonçant l'inaction du système face à la question environnementale. «Ces chiffres sont un scandale. Avec ce rythme de réduction, nous atteindrons l'objectif de zéro émission de gaz à effet de serre dans 154 ans», s'insurge Anna Lindermeier, 19 ans, dans un communiqué du mouvement. Les activistes appellent donc la population à rejoindre la journée de grève et d'action le 21 mai prochain. Ils insistent sur l'impérative nécessité d'arriver à zéro émission nette d'ici à 2030. Et cite leur Plan d'action climatique, un manifeste écrit par des experts et des grévistes du climat, qui propose différentes mesures propres à atteindre cet objectif. ■ JT



Olivier de Marcellus (deuxième rang à droite, coiffé d'un chapeau), lors de la promenade festive organisée à Noël 2018 pour dénoncer une Loi sur le CO₂ vidée de sa substance.



Le combat des zadistes défendant la forêt millénaire de Hambach en Allemagne a été soutenu au-delà des frontières...

1^{er} MAI: POUR UN NOUVEAU DÉPART SOCIAL!

L'Union syndicale suisse lance son traditionnel appel pour le 1^{er} Mai prochain. La reprise en ligne de mire

La pandémie bouleverse le monde et le marché du travail. Cette crise historique laissera des traces profondes et douloureuses aux niveaux social et économique. Des centaines de milliers de personnes ont été – et sont encore – frappées par des licenciements ou doivent craindre pour leur emploi. Nos collègues des secteurs de la vente, des services ou du tourisme se sont vu raboter une partie de leurs revenus pendant des mois.

Les personnes à faibles revenus sont celles qui souffrent le plus, alors qu'au même moment, l'argent afflue sans discontinuer dans les villas de luxe grâce aux gains boursiers. Les rapports de travail deviennent de plus en plus précaires. Et les travailleuses et les travailleurs de la vente en ligne, en plein essor elle, doivent encaisser plus de stress, des heures de travail non payées et des contrats temporaires.

Nous voulons maintenant que ce printemps soit synonyme d'espoir: l'espoir que les choses vont s'améliorer et qu'un nouveau départ social soit possible! Des modèles que l'on croyait immuables ont été complètement renversés par la crise. Cette crise réveille aussi la volonté des mouvements sociaux d'œuvrer pour enfin revaloriser les professions mal payées et introduire de nouvelles formes de sécurité sociale. Ainsi, nous pourrions nous at-



THIERRY PORCHET

Le 1^{er} Mai 2020 a été essentiellement célébré en ligne en raison de la pandémie.

taquer de front à l'injustice de la répartition actuelle des revenus. Les coûts de la pandémie ne doivent pas être portés par les travailleuses et les travailleurs. La sortie de crise ne peut se faire qu'avec des perspectives d'avenir et une sécurité financière pour toutes et tous. La solidarité a regagné toute son importance et, avec elle, la lutte pour

un changement fondamental après des décennies de domination néolibérale. Ce qu'il faut, c'est une reprise pour les travailleuses et les travailleurs – avec le plein-emploi, de meilleurs salaires et des retraites plus sociales. Le moment est venu «pour un nouveau départ social!» ■ **USS**

PROGRAMME ROMAND

GENÈVE

GENÈVE

11h-12h Commémoration devant la Pierre en hommage aux victimes du 9 novembre 1932, ainsi qu'un hommage aux brigadistes.

13h30 Rassemblement à la place des 22-Cantons pour un départ à 14h en manifestation avec une arrivée à la plaine de Plainpalais.

OU (selon l'évolution du dispositif lié au Covid-19)

13h30 Rassemblement sur la plaine de Plainpalais.

NEUCHÂTEL

NEUCHÂTEL

13h30 Départ du cortège, place de la Gare.

15h Arrivée, collège de la Promenade.

Prises de parole: Collectif neuchâtelois pour la grève féministe, Droit de rester Neuchâtel, Grève du climat, Christian Weber, président d'Unia Neuchâtel.

LE LOCLE

13h30 Rendez-vous sur le parvis de l'Hôtel-de-Ville.

Prises de parole: Grève du climat, Association suisse pour le droit des femmes, Unia Neuchâtel.

FLEURIER

Dès 11h Inauguration de la Bibliothèque ouvrière.

Prises de parole: POP, PS, Unia. Port du masque obligatoire et respect des mesures sanitaires.

FRIBOURG

FRIBOURG

Dès 9h Différentes organisations seront présentes sur la place Python avec des stands (malheureusement sans vente de boissons ou de nourriture).

12h30 Départ du cortège depuis la place Python.

14h Discours à la place Python.

16h Fin des activités.

TRANSJURANE

DELÉMONT

11h Rassemblement bruyant sur la place de la Gare.

Prises de parole sur l'initiative cantonale pour l'égalité salariale et les attaques contre la fonction publique.

Prenez vos réveils matin.

Apéro, actions bruyantes: le tout dans le respect des normes Covid.

VAUD

LAUSANNE, NYON, MORGES, YVERDON-LES-BAINS, VEVEY

9h-12h Stands au marché.

Plus d'informations sur les lieux: vaud.unia.ch

LAUSANNE

Dès le milieu de l'après-midi, manifestation.

Plus d'informations sur les lieux et horaires: vaud.unia.ch

Le programme pour toute la Suisse sera complété en ligne au fur et à mesure des informations reçues: sgb-uss.ch/1ermai2021 ■

BRÈVES



THIERRY PORCHET

TRAVAIL ET CLIMAT LA CONVERGENCE DES LUTTES EN DÉBAT LE 21 AVRIL

Un mois avant la «Grève pour l'avenir», une journée d'action pour la justice climatique et la transformation sociale prévue le 21 mai, qui ambitionne de rassembler dans la rue travailleurs, syndicalistes et jeunes de la Grève du climat, Unia Neuchâtel organise une conférence sur le thème «Monde du travail et crise climatique, vers la convergence des luttes». Le syndicat a invité deux pointures à s'exprimer en visioconférence le 21 avril à 19h. Syndicaliste dans l'industrie chimique française et porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste, Christine Poupin abordera de front la question de la convergence entre lutte ouvrière et lutte pour le climat, en invitant à s'interroger sur les conditions de travail, le sens et la finalité du travail, notamment au travers d'un prisme féministe. Egalement français, le second orateur, Maxime Combes, est économiste, chargé de mission à l'Aitec, une association de solidarité internationale engagée pour la justice économique, sociale et écologique, et porte-parole d'Attac. Cet auteur de *Sortons de l'âge des fossiles, manifeste pour la transition* (Seuil, 2015) évoquera, pour sa part, la transformation de l'économie mondiale, en présentant quelques pistes pour articuler ambition écologique et justice sociale, reconversion industrielle et garantie pour les emplois. ■ **JB**

Mercredi 21 avril à 19h sur Zoom: bit.ly/3fW4E0k

Possibilité de suivre la conférence sur grand écran dans les locaux d'Unia Neuchâtel, dans le respect des règles sanitaires, inscription auprès de Solenn Ochsner (078 640 90 96).

CINÉMA «L'HOMME ET LA FORÊT»

A l'occasion de la 50^e Journée mondiale de la Terre, le 22 avril prochain, le Festival du Film Vert diffusera gratuitement un film à 20h en ligne. Il s'agit d'un long métrage de Claude Schauli *L'homme et la forêt*. L'histoire, tournée dans les forêts de l'Arc jurassien suisse, va «à la rencontre "d'hommes et de femmes des bois" passionnés, désireux de transmettre aux jeunes générations leurs connaissances et le respect de la nature». Le film sera suivi d'une discussion en direct avec Luc Maillard, le garde forestier qui fait découvrir la forêt aux enfants. Ce dernier répondra aux questions du public et à celles de Nicolas Guignard, le directeur du festival. Il sera possible de visionner la séance durant encore une semaine.

La diffusion de *L'homme et la forêt* a aussi pour but de faire patienter le public du festival. La 16^e édition a en effet été repoussée du 4 au 17 octobre, en raison des restrictions sanitaires. ■ **JT**

Inscriptions à l'événement sur: 20h10.tv

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Les locaux du syndicat Unia sont ouverts au public lundi, mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14h à 18h. Les adhésions pouvant être réalisées à

nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. **Notre charge de travail actuelle nous force en effet à réserver tout conseil juridique à nos adhérents.**

PERMANENCE PAPYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier

Ouverture du secrétariat: vendredi de 9h30 à 12h.

Le Locle

Le secrétariat est fermé jusqu'à nouvel avis.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h.

TRANSJURANE

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.

Moutier: le 1^{er} jeudi ouvrable de chaque mois, de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.

Moutier: jeudi de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 9h à 12h et de 14h30 à 18h, mardi et jeudi de 9h à 12h et de 14h30 à 17h, mercredi de 9h à 12h.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au vendredi de 9h à 12h.

VALAIS

DÉMÉNAGEMENT

Le secrétariat d'Unia Sion a déménagé.

Coordonnées complètes:

Syndicat Unia Région Valais, place du Midi 21, case postale 2190, 1950 Sion 2 Nord. Le numéro de téléphone reste le même.

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE

Sierre: 027 602 60 00

Sion: 027 602 60 00

Martigny: 027 602 60 00

Monthey: 027 602 60 00

HORAIRES

Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30. Ouverture du guichet caisse de chômage: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES

Sierre: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30. Lundi soir, de 17h à 19h.

Sion: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.

Martigny: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.

Monthey: mardi et vendredi, de 8h30 à 11h30. Mardi soir, de 17h à 19h.

VAUD

HORAIRES

Secrétariats

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundis, mardis et jeudis de 14h à 18h.

Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone. Horaires téléphoniques: **Lundi à vendredi matin** de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne: 021 313 24 80

Crissier: 021 612 00 40

Morges: 021 811 40 70

Nyon: 022 994 88 40

Yverdon: 024 424 95 85

Le Sentier: 021 845 62 66

Vevey: 021 925 70 01

Aigle: 024 466 82 86

«1000 EMPLOIS» POUR UNE SORTIE DE CRISE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Les syndicats genevois lancent une initiative cantonale pour la création d'emplois et la réduction du temps de travail

Jérôme Béguin

Forts du succès obtenu dans les urnes à l'automne en faveur du salaire minimum cantonal, les syndicats genevois relèvent un nouveau défi. Soutenue par le Cartel intersyndical de la fonction publique, les partis de gauche et la Grève pour l'avenir, la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) lance une initiative cantonale «pour la création d'emplois sociaux et écologiques et la réduction de la durée du travail». «Contrairement à ce que nos adversaires affirment parfois, les syndicats n'opposent pas la défense et l'amélioration des conditions de travail à la préservation et à la création d'emplois», a expliqué la semaine dernière le président de la CGAS, Davide De Filippo, au cours d'une conférence de presse donnée à dessein devant l'Office cantonal de l'emploi.

Genève affiche le taux de chômage le plus élevé du pays, 5,5% en mars, soit pas loin de 20 000 chômeurs. Secrétaire syndical de Syna Genève, Komla Kpogli met toutefois en garde: «Ce chiffre ne rend pas compte des temps partiels imposés, des contrats temporaires et sur appel, ainsi que des jobs étudiants. Le nombre de demandeurs d'emploi réel se monte à 30 000 personnes.» En outre, 6% de la population dépend de l'Hospice général. «Les personnes à l'aide sociale sont en augmentation constante,



Genève affiche le taux de chômage le plus élevé du pays, 5,5% en mars, soit pas loin de 20 000 chômeurs. En tenant compte des contrats temporaires, temps partiels imposés, jobs précaires, ce nombre se monterait à 30 000 demandeurs d'emploi.

cette relégation est injuste et inadmissible», indique Jocelyne Haller, députée, membre de la coordination genevoise d'Avenir social, l'association suisse des travailleurs sociaux, et, par ailleurs, militante d'Unia. «L'insuffisance des mesures étatiques pour préserver les emplois fait exploser le chômage. Il est urgent aujourd'hui de lancer cette initiative», souligne Davide De Filippo.

VERS DES EMPLOIS DURABLES

Le texte de l'initiative propose la création de «mille emplois supplémentaires par an chaque fois que le taux de chômage moyen annuel de l'année précédente est de 5%». Ce montant pourrait être réduit ou augmenté en proportion si le taux est inférieur ou supérieur à 5%. Le taux de chômage s'étant monté à 4,9% en moyenne en 2020, 980 emplois pour-

raient être créés si l'on appliquait l'initiative. Ces emplois seraient financés par l'Etat «au sein des collectivités publiques cantonale et municipales, des établissements subventionnés et des institutions publiques et privées poursuivant des buts d'intérêt public». Ils serviraient notamment à améliorer la cohésion sociale, à promouvoir la santé et à lutter contre le changement climatique.

«L'emploi est au cœur de la question écologique, il faut que l'économie se réoriente vers des emplois durables», explique Davide De Filippo. «Les syndicats veulent une transition écologique sans casse sociale», ajoute Manuela Cattani, cosecraire générale du Sit, en évoquant le gisement d'emplois que constitue le développement des transports publics et des énergies renouvelables, la rénovation des bâtiments ou



«La réduction du temps de travail est un enjeu fondamental de notre société. Dans le passé, l'augmentation de la productivité s'accompagnait d'une baisse du temps de travail, mais le mécanisme s'est rompu» a souligné Pablo Guscetti, secrétaire syndical Unia Genève.

encore la formation aux métiers verts. A côté de cela, les besoins ne manquent pas dans le social, les soins et la santé. L'Institution genevoise de maintien à domicile ou le Service de protection des mineurs, par exemple, manquent cruellement d'effectifs. «Des milliers de chômeurs pourraient être formés pour y travailler», estime Paolo Gilardi, syndicaliste du SSP Genève.

«Attention, nous parlons de vrais emplois, inscrits dans la durée, pas des emplois de solidarité», précise Davide De Filippo.

SEMAINE DE 32 HEURES À L'HORIZON 2030

L'autre versant de l'initiative «1000 emplois» demande à l'Etat d'encourager les entreprises et les secteurs économiques et privés à «réduire significativement la durée du travail sans réduc-

tion de salaire, de manière à atteindre en 2030 la semaine de 32 heures pour un temps complet». «La réduction du temps de travail est un enjeu fondamental de notre société», insiste Pablo Guscetti, secrétaire syndical Unia Genève. Dans le passé, l'augmentation de la productivité s'accompagnait d'une baisse du temps de travail, mais le mécanisme s'est rompu.» Et de citer Migros, qui a maintenu sa semaine de 42 heures depuis les années 1980, «alors que la productivité, elle, n'a jamais cessé de progresser». «Nous pourrions travailler tous et moins.»

Pour Jocelyne Haller, cette initiative est un «outil de cohésion sociale», mais aussi un «instrument pour combattre le fatalisme ambiant et sortir de cette sorte de résignation selon laquelle il n'y aurait pas assez d'emplois pour tout le monde». ■

DPD: «Cessez de faire l'autruche M. Schultz»

Dans une lettre ouverte, une centaine de personnalités interpellent le CEO de DPD Suisse, Tilmann Schultz, sur les conditions de travail dans son entreprise

Jérôme Béguin

En février dernier, Unia avait dénoncé les conditions de travail «misérables» des livreurs de DPD dans un rapport explosif fondé sur les témoignages de 200 employés: journée à rallonge, heures travaillées non payées, retenues abusives, surveillance constante, stress énorme... Dans une lettre ouverte lancée par la présidente d'Unia, Vania Alleva, une centaine de personnalités interpellent le CEO de DPD

Suisse, Tilmann Schultz, sur les conditions de travail dans son entreprise. «Le personnel est exploité sans vergogne», lit-on dans ce courrier. «Le travail gratuit et les retenues sur salaire illégales sont de toute évidence monnaie courante. Et si les employés s'organisent, ils sont menacés d'une répression sévère. Ce sont des conditions indignes», poursuit la missive, qui demande à ce que les lois suisses soient respectées par cette filiale de La Poste française devenue le numéro 2 de la livraison dans notre

pays. «Chaque heure travaillée doit être enregistrée et payée. Le travail gratuit que les livreuses et les livreurs ont effectué dans le passé doit être rétribué rétroactivement.» Il faut également que les droits syndicaux soient garantis. L'interpellation invite au final Tilmann Schultz à «cesser de faire l'autruche» et à s'asseoir à la table des négociations avec les employés et leur syndicat, Unia. Les livreurs et les logisticiens ont créé six collectifs dans les dépôts avec des délégués élus dans un comité national, «Respect@DPD».

Cette lettre ouverte, qui peut être signée et envoyée à Tilmann Schultz sur unia.ch, est soutenue par une centaine de personnalités de la politique, de l'université et du monde de la culture, comme le dramaturge Milo Rau, l'humoriste Thomas Wiesel ou encore le patron du Paléo, Daniel Rossellat. Signalons encore que Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse et conseiller national, a déposé une interpellation au Parlement à la mi-mars. Il demande des explications au Conseil fédéral sur les abus constatés chez DPD, le rôle de la Commission fédérale de La Poste chargée de contrôler les conditions de travail dans la logistique, la violation de la loi sur la concurrence déloyale dans la branche et les moyens d'y remédier. ■



Unia, qui a fait la tournée des dépôts DPD, exige du respect pour les livreurs.

BRÈVES

TUILERIE DE BARDONNEX DEMANDE D'UNE REPRISE PAR LE CANTON

A Genève, les ouvriers de la Tuilerie de Bardonnex et leurs soutiens ne s'avouent pas vaincus. Ils ont adressé un courrier à la présidente du Conseil d'Etat, Anne Emery-Torracinta, en demandant que le Canton fasse «passer la tuilerie dans le giron public, soit par le rachat de l'usine et du gisement de terre, soit par nationalisation».

Pour mémoire, les travailleurs de la tuilerie, soutenus par les syndicats Unia et Syna, se battent depuis l'été dernier pour sauver leur usine, les emplois et leur savoir-faire. L'exploitant, le groupe Gasser Ceramic, a décidé de délocaliser la production à Rapperswil (BE). Une coopérative ouvrière a été constituée pour reprendre l'exploitation. Le Conseil d'Etat a trouvé six millions de francs pour poursuivre la production durant deux ans au moins et constituer des stocks de cette tuile plate et jaune si caractéristique. Argramat, la société propriétaire du site, rejette toutefois cette solution et a refusé de rencontrer les représentants de la coopérative.

Désormais, les ouvriers et leurs soutiens sont «convaincus que le sauvetage de la tuilerie passe par la déclaration d'intérêt public», comme ils l'ont écrit à Anne Emery-Torracinta. «Nous espérons un geste fort des politiques en cette période difficile avec une forte augmentation du chômage», explique Ibrahim Diallo, président du comité «Sauvons la tuilerie». Ce geste fort pourrait peut-être venir de Fabienne Fischer, qui doit remplacer le 29 avril prochain Mauro Poggia à la tête du Département de l'économie et de l'emploi. «Nous allons certainement lui demander de nous recevoir. Le combat reste difficile, mais la mobilisation des salariés est toujours aussi forte, ainsi que l'attachement des citoyens genevois au sauvetage de leur patrimoine industriel.» ■ JB

NEUCHÂTEL 18 LICENCIEMENTS ÉVITÉS CHEZ BERNASCONI

A Neuchâtel, l'entreprise de construction Bernasconi congédiera 22 personnes au lieu des 40 annoncées lors de l'ouverture de la procédure de consultation pour licenciement collectif à la mi-février. «18 licenciements ont pu être évités. C'est une bonne chose, même si, évidemment, nous aurions préféré réduire ce nombre à zéro, indique Alexandre Martins, responsable du secteur construction d'Unia Neuchâtel. Nous avons également obtenu que soit garanti le droit à la préretraite pour quatre travailleurs âgés de 58 ans et plus. L'entreprise s'engage à s'acquitter des cotisations manquantes le cas échéant. Nous voulions à tout prix éviter les licenciements de salariés de plus de 50 ans, mais la structure de l'entreprise, comprenant une moitié du personnel dans cette catégorie, ne nous a pas permis d'atteindre complètement cet objectif.» La société basée aux Geneveys-sur-Coffrane avait justifié cette décision de réduction d'effectif par la baisse du volume d'affaires. ■ JB

Jiyana Tassin

«Le monde n'a pas de nom. Les noms des collines et des sierras et des déserts n'existent que sur les cartes. On leur donne des noms de peur de s'égarer en chemin. Mais c'est parce qu'on s'est déjà égaré qu'on leur a donné ces noms. Le monde ne peut pas se perdre. Mais nous, nous le pouvons.» Voilà la citation de l'auteur Cormac McCarthy qu'on peut lire au début de l'exposition Checkpoint. Présentée à la Ferme des Tilleuls à Renens jusqu'au 20 juin. Cette dernière regroupe les travaux réalisés par une cinquantaine de jeunes migrants de tous les horizons, dont des mineurs non accompagnés. Pour arriver au résultat final, plusieurs ateliers ont été mis en place sur une période de dix semaines. Gravures, sérigraphies, séquences photographiques, vidéos, capsules sonores, théâtre d'ombres et films d'animation: l'exposition montre, au travers de divers supports, la quête identitaire de ces jeunes confrontés à l'exil. A l'origine du projet? François Burland, artiste plasticien, qui, depuis une dizaine d'années, ouvre son atelier du Mont-Pèlerin à cette population. «Je leur apprend la grammaire de ma pratique pour qu'ils puissent s'exprimer. La réussite de cette exposition se trouve dans les interactions entre les différents acteurs du projet. Le plus important ne se situe pas dans l'œuvre finale mais dans l'avant et l'après», précise François Burland, qui accompagne aussi ces «enfants d'adoption» dans leur intégration en Suisse en les aidant notamment à trouver des places d'apprentissage ou de stage. Dans sa démarche à la Ferme des Tilleuls, l'homme a été épaulé par les artistes Audrey Cavelius, Stanislas Delarue et l'Agence des chemins pédestres (un collectif d'artistes spécialement formé pour un projet vidéo de l'exposition).

À LA RECHERCHE DE SOI

Des photos tragi-comiques dans un décor sombre, une musique douce qui tourne en boucle, l'atelier *Autres*, organisé par Audrey Cavelius et François Burland, sert de miroir aux questionnements des jeunes. Tous ont dû fuir leur pays et, pour la plupart, ont vécu des histoires traumatisantes. Mais comment se perçoivent-ils aujourd'hui? A quoi aspirent-ils? S'autorisent-ils encore à rêver ou sont-ils prisonniers de leurs cauchemars? Projetées sur un mur, des images défilent, s'enchaînent et se mêlent. Les exilés se mettent en scène et se livrent avec subtilité: ici une réfugiée tient un banjo, une autre pose devant des têtes de mort, une troisième s'affiche une arme dans les bras... Les représentations sont aussi diverses que les individus. «On n'entend et on ne voit que rarement ces jeunes. J'aimerais que les visiteurs écoutent ce qu'ils ont à leur dire. Ainsi, ils rendent hommage à leur dignité et à leur beauté», souligne François Burland. Plus loin, dans une autre pièce, trône un mobile métallique aux reflets tantôt monstrueux tantôt fantasmagoriques. Un théâtre d'ombres, créé dans le cadre de l'atelier *Tourmente*, qui nous renvoie à nos peurs les plus enfouies en jouant avec notre imagination. Cette œuvre, chapeautée par Stanislas Delarue, regroupe les découpages de motifs rappelant aux participants des arrachements, des deuils et des chocs. L'installation, tout en

GÉOGRAPHIES PERDUES

La Ferme des Tilleuls à Renens, dans le canton de Vaud, accueille jusqu'au 20 juin l'exposition Checkpoint réalisée pour et par de jeunes migrants. Reportage



Géographies perdues.



Cartographie des merveilles.

tournant sur elle-même, projette des formes sur les murs. Et crée la sensation d'un autre monde: entre lumière et ténébres.

CARTOGRAPHIE DES MERVEILLES

«Chacun porte en soi la carte de son territoire. Ensemble, étendre le terri-

toire et faire résonner les différentes géographies dont chacun est porteur», peut-on lire dans l'atelier *Cartographie des merveilles*. Cet espace, conçu avec l'aide de François Burland, regroupe trois cartes affichées sur un mur. Composées de photos sélectionnées par le plasticien et de textes écrits par les

jeunes, elles illustrent les trajectoires des exilés. Et, grâce à un QR-code, plusieurs récits audio sont également disponibles. Comme celui de Mamadou qui raconte que «sa» merveille à lui, c'est son frère. Une des participantes, présente lors de la visite, explique: «Les images étaient projetées sur des sacs

en toile assemblés entre eux et on dessinait dessus. François Burland ne demande pas un travail parfait mais plutôt quelque chose d'original. On lui donne nos idées et il nous aide à les réaliser. C'est un ouvrage collectif!» Au sous-sol de la Ferme des Tilleuls, deux dernières pièces abritent, sous leurs hauts plafonds, une carte supplémentaire, réalisée sur le même support. On y lit des témoignages comme celui de Zebib, Erythréen, qui a quitté son pays à l'âge de 14 ans, ou de Khatoun, 13 ans, qui est parti du Kurdistan syrien un matin, sans papiers ni passeport. Faisant écho à leurs vécus, plusieurs objets sont exposés dans une vitrine. Chacun appartient à un migrant et possède une importance particulière à ses yeux. Un T-shirt, un sac, un téléphone, un collier, une robe: tous ont une histoire. Ils évoquent symboliquement l'exil de leurs propriétaires. Et, en filigrane, le courage nécessaire à leur intégration et à la quête de leur cartographie intérieure.

L'ART COMME MOYEN D'INTÉGRATION

«On voulait montrer qu'on n'avait pas besoin de parler la même langue pour comprendre les émotions des autres», explique Nazifa, 18 ans, une participante au projet, croisée à la Ferme, en parlant d'un film conçu pour l'exposition. La jeune femme, originaire d'Afghanistan, vit en Suisse depuis deux ans. Elle a récemment obtenu un permis B et est étudiante en première année au gymnase. «J'ai rencontré François Burland alors que je cherchais des personnes susceptibles de m'aider à mieux m'intégrer à la culture suisse. Nous avons construit un lien particulier. Aujourd'hui, il s'entend très bien avec ma famille et vient régulièrement nous rendre visite.» Et elle ajoute, le sourire aux lèvres: «François Burland m'envoie presque tous les matins des messages positifs! Il m'a appris qu'on pouvait transmettre sa joie et je le fais aujourd'hui souvent avec mes amis.» Depuis, Nazifa a beaucoup travaillé avec le plasticien. Ils ont notamment écrit plusieurs contes ensemble et la réfugiée a participé à presque tous les ateliers de Checkpoint. Son préféré? La *Cartographie des merveilles*: «Ces cartes racontent nos histoires. Elles permettent de parler de nos souffrances et de nos douleurs.» Nazifa explique encore que la démarche lui a permis, en parallèle, d'améliorer son français, de faire des rencontres mais aussi d'apprendre à mieux connaître les mœurs et coutumes suisses. Et de compléter: «C'est également gratifiant de voir son travail exposé!» Dans l'atelier *Autres*, Nazifa a mis en scène son désir de devenir un jour pédopsychologue: «J'aimerais travailler avec des enfants plus tard. Je suis convaincue qu'une base de société saine permet de construire un avenir meilleur.» ■

Images tirées de l'exposition.

La Ferme des Tilleuls

Rue de Lausanne 52, Renens (VD)
Centre culturel ouvert Me-Ve 10h-18h;
Sa 12h-18h; Di 11h-18h.
Entrée libre.



Africa queen.



Jamais vu.



Chasse-frontière.

AUDREY CAVELIUS, NONAMECOMPANY